

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE
1 RUE DE GERMONT
76 000 ROUEN**

**APPEL D'OFFRE OUVERT
ARTICLE R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**MARCHE PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT, D'EXPLOITATION ET D'EVOLUTION DES
SERVICES NUMERIQUES WEB ET INTRANET**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	3
1.2 - ALLOTISSEMENT.....	3
1.3 - PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC.....	3
1.4 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC – CLAUSE DE REEXAMEN.....	4
1.5 - MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D’EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	4
2.1 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
2.2 - DELAIS D’EXECUTION	5
2.3 - PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION.....	5
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
3.1 - RELATIVES AUX CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	5
3.2 - RELATIVES A LA DISCRETION	5
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS D’EXECUTION.....	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE COMMANDE	7
6.1 - EMISSION DES COMMANDES.....	7
6.2 - MODIFICATION D’UN BON DE COMMANDE.....	7
6.3 - ANNULATION D’UN BON DE COMMANDE	8
ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS	8
7.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION.....	8
7.2 - DELAI DE VERIFICATIONS.....	8
7.3 - ADMISSION, AJOURNEMENT, REFATION ET REJET	8
ARTICLE 8 - REUNIONS.....	8
8.1 REUNION DE LANCEMENT.....	8
8.1 - COMITE DE PILOTAGE	9
8.2 - CAB.....	9
8.3 - AUTRES REUNIONS Y COMPRIS REUNION DE PRIORISATIONS	9
8.4 - DEPLACEMENTS.....	9
ARTICLE 9 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE.....	9
10.1 - ACCES – CONSIGNES.....	9
10.2 - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	10
11.1 - CONTENU DES PRIX.....	10
11.2 - CLAUSE DE REVISION DES PRIX.....	10
11.3 - PRIX PROMOTIONNELS	10
ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	11
12.1 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE	11
12.2 - CONDITIONS DE REGLEMENT	12
ARTICLE 13 - PENALITES DE RETARD.....	13
13.1 - PENALITES DE RETARD SUR LA REMISE DES LIVRABLES.....	13
13.2 - PENALITES DE RETARD DANS LE CADRE DES PRESTATIONS D’ACCOMPAGNEMENT	13
13.3 - PENALITES DE RETARD DANS LE CADRE DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	14
13.4 - PENALITES LIEES A L’INDISPONIBILITE DU SITE INTERNET (PRESTATION D’HEBERGEMENT)	14
ARTICLE 14 - RESILIATION	14
ARTICLE 15 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	14
ARTICLE 17 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	14
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

1.1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet des prestations d'hébergement, d'exploitation, de maintenance, d'accompagnement technique, d'accompagnement fonctionnel ainsi que des prestations d'innovation et d'évolution des usages numériques

Les caractéristiques des prestations attendues ainsi que les conditions techniques de leur exécution au titre de chaque accord-cadre, sont spécifiées dans le CCTP.

1.2 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

Conformément à l'article R.2113-2 du code de la commande publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché passé selon une procédure adaptée. Ainsi, la motivation du non-allotissement est la suivante : cette prestation faisait l'objet d'un ancien lot dans un premier marché dans lequel celui-ci a été annulé suite à une redéfinition du besoin. De plus, le non allotissement est justifié par sa technicité dont les fournitures attendues sont homogènes.

1.3 - Procédure et forme du marché public

1.3.1 Type de Marché Public

Le marché public est un marché public de services.

1.3.2 Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon une procédure d'appel d'offre ouverte passée en application des articles R.2161-2 à A R.2161-5 du Code la Commande Publique.

1.3.3 Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

1.3.4 Forme des prix

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui exécuté au moyen de bons de commande.

Il comporte :

- une part de prestations programmables conclue à prix global et forfaitaire fixé à l'article 5.1 de l'acte d'engagement et décomposé dans le bordereau des prix (onglet 1);
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires décrite au bordereau des prix (onglet 2)

Conformément au 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu, sans minimum mais avec un maximum de 480 000 € HT pour toute la durée de validité de l'accord-cadre.

1.3.5 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché comporte les Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) obligatoire suivantes, décrites au CCTP et identifiées dans les pièces financières :

PSE n°1 : Développement et intégration d'outils d'intelligence artificielle

Les candidats sont tenus de répondre à cette PSE et de la chiffrer distinctement dans leur offre. À défaut de chiffrage de la PSE, l'offre pourra être déclarée irrégulière.

Les PSE ne sont pas obligatoirement retenues. Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de lever tout ou partie des PSE au moment de l'attribution du marché.

En cas de levée d'une ou plusieurs PSE, celles-ci deviennent contractuelles et sont exécutées dans les mêmes conditions que la solution de base, notamment en termes de prix, de délais et de garanties.

À défaut de levée expresse lors de la notification du marché, les PSE sont réputées non retenues et ne pourront être exécutées ultérieurement que dans le respect des règles relatives aux modifications des marchés publics.

1.4 - Modifications au marché public – clause de réexamen

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique).

Ce marché concerne uniquement le CHU de Rouen. Cependant en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, l'un des établissements du GHT Rouen Cœur de Seine pourra intégrer le marché si l'établissement concerné décide de s'y rattacher.

Cette adhésion se fera par l'intermédiaire d'un avenant et l'établissement concerné pourra alors commander les prestations présentes dans le Bordereau des Prix.

1.5 - Marché de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le CHU de Rouen se réserve la faculté de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire du présent marché pour la réalisation de prestations similaires liée au développement et à l'intégration d'outils d'intelligence artificielle tels que défini à l'article 2.4 du CCTP.

ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

2.1 - Durée du Marché Public

Le marché s'étend sur une durée de 3 ans à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-TIC, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celle de la notification.

2.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution démarrent :

- à la notification du marché public pour la partie programmée . Les délais sont indiqués dans le mémoire technique du titulaire.
- à l'émission du bon de commande pour la partie non programmable. Les délais d'exécution sont indiqués sur le bon de commande.

2.3 - Prolongation des délais d'exécution

Seuls les retards imputables au CHU Rouen Normandie peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHU Rouen Normandie, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant la réception de ce courrier par le CHU Rouen Normandie et l'envoi par le CHU Rouen Normandie des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 - Relatives aux changements affectant le Titulaire

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

3.2 - Relatives à la discrétion

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU Rouen Normandie, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché, et en aviser sans délai le CHU Rouen Normandie de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation du CHU Rouen Normandie les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU Rouen Normandie, son organisation et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit du CHU Rouen Normandie.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU Rouen Normandie peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le Bordereau des Prix;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - a. Annexe N°1 : Présentation générale du CHU de Rouen
 - b. Annexe N°2 : Présentation démarche numérique responsable
 - c. Fiche pratique CHORUS
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
5. Les clauses de sous-traitance RGPD pour le CHU: Règlement Général de la Protection des Données
6. Clauses SSI – Contacts : Contact Protection des données personnelles, Sécurité numérique et Référent Technique
7. Clauses SSI pour le CHU : Clauses de Sécurité, de Protection des données personnelles et de Confidentialité
8. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
9. Le mémoire technique du titulaire, comprenant un calendrier d'exécution des prestations.
10. La charte du bon usage des technologies numériques – Volet Prestataires
11. La charte du bon usage des technologies numériques – Volet Maintenance

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les livrables attendus figurent au CCTP.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE COMMANDE

6.1 - Emission des commandes

Pour les prestations à bons de commande de la partie non programmable et conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par le CHU Rouen, au fur et à mesure de ses besoins.

Lors de la survenance du besoin, le titulaire fournit une estimation technique et financière à partir des prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix, accompagnée d'un calendrier à T0 date de réception de commande au CHU de Rouen concerné dans un délai de 15 jours.

Les bons de commande sont émis sur la base de cette estimation et de ce calendrier, validés préalablement par le CHU de Rouen

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-TIC, la notification des bons de commande pourra être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans la présent Acte d'Engagement ou, à défaut, à leur siège social.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au Bordereau des Prix ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-Tic seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant du CHU de Rouen.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de trois mois après le dernier jour de validité du marché public.

Le CHU Rouen Normandie confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.3 - Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rouen peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

7.1 - Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 30 à 33 du CCAG-TIC, les opérations de vérification se déroulent comme indiqué ci-après :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

7.2 - Délai de vérifications

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Point de départ du délai pour les opérations de vérification : le point de départ du délai est la date de réalisation par le titulaire, ou de livraison, des prestations au pouvoir adjudicateur.

7.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC, aucune décision du CHU Rouen Normandie n'est tacite. Elles doivent toutes être expressément notifiées au titulaire. En l'absence de décision écrite du CHU Rouen Normandie, les prestations ne sont pas réceptionnées. En cas de dépassement des délais prévus dans le présent marché public pour prendre sa décision, le titulaire met en demeure le CHU Rouen Normandie de rendre sa décision.

ARTICLE 8 - Réunions

8.1 Réunion de lancement

Dans un délai maximum de 2 semaines après la notification, une réunion entre le Titulaire et le représentant du CHU Rouen Normandie sera initialisée pour la mise au point du lancement du marché. Les délais d'exécution présentés dans le calendrier prévisionnel remis par le titulaire deviendront définitifs notamment s'agissant de l'accompagnement fonctionnel et de l'exécution de la PSE.

La réunion fera l'objet d'un procès-verbal rédigé par le titulaire et diffusé au CHU Rouen Normandie dans les 15 jours calendaires suivant la réunion.

8.1 - Comité de Pilotage

Un comité de pilotage trimestriel sera mis en place entre la DSI, la Direction de la Communication du CHU Rouen Normandie et le titulaire.

Les délais d'exécution présentés dans le calendrier prévisionnel remis par le titulaire deviendront définitifs.

8.2 - CAB

Décrits à l'article 2.2.1.6 du CCTP.

8.3 - Autres réunions y compris réunion de priorisations

Le Titulaire et/ou le CHU Rouen Normandie organisent également toutes réunions nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le titulaire a l'obligation de participer à chacune des réunions prévues.

Chaque réunion à laquelle assistera le Titulaire donne lieu à un compte-rendu rédigé par lui et diffusé au CHU Rouen Normandie dans les 5 jours calendaires suivants la réunion.

8.4 - Déplacements

Les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des prestations sont inclus dans les prix forfaitaires proposés par le Titulaire et intègrent tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration sur les différents sites du CHU Rouen Normandie.

ARTICLE 9 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX, RESULTATS

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-TIC.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE

10.1 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU Rouen Normandie.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

10.2 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 11 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

11.1 - Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix forfaitaires et unitaires.

Le prix global et forfaitaire de la part programmable figure à l'article 5 du présent Acte d'Engagement et dans l'onglet n°1 du bordereau des prix.

Les prix unitaires de la part des prestations non programmables figurent dans l'onglet n°2 du bordereau des prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

11.2 - Clause de révision des prix

Dans le cas où le titulaire serait exposé à des aléas majeurs du fait de l'évolution raisonnablement prévisible des conditions économiques pendant la durée d'exécution des prestations, les prix seront révisables au regard de la référence à l'indice officiel suivant : (BtoB) – CPF 58.2 – Édition de logiciels

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0}$$

Dans laquelle I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché concerné au mois « m_0 » (I_0) et au mois n (I_n).

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (M_0) : Janvier 2024.

Le cas échéant le titulaire devra justifier par écrit la hausse de prix. L'appréciation de la justification incombe au CHU de Rouen qui se réserve la possibilité de refuser cette augmentation ou de limiter celle-ci.

Dans le cas où le coefficient de révision est inférieur à 1, le prix est maintenu et aucune révision ne sera appliquée.

Le CHU de Rouen se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

11.3 - Prix promotionnels

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut

faire bénéficier l'établissement d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage et/ou en gratuités qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Le Titulaire adresse l'offre promotionnelle par voie dématérialisée à dsi.achats@chu-rouen.fr ou à toute autre adresse mail communiquée par le CHU Rouen Normandie au cours de l'exécution du présent marché. Cette information devra comprendre toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précises des fournitures/prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par l'établissement durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieure à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public. À l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre sont à nouveau applicables de plein droit.

ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

12.1 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Tout paiement effectué en vertu du présent acte d'engagement aura lieu en euros.

Les modalités de paiement sont les suivantes :

- Pour la prestation d'hébergement du site internet (A du BP), la facturation se fera annuellement terme à échoir.
- Pour la facturation des prestations d'accompagnement (B et C du BP), le titulaire émet une facture mensuelle au terme échu sur la base des bilans mensuels transmis au CHU de Rouen au nombre de trois par facture.
- Pour la facturation de la Prestation supplémentaire éventuelle, le titulaire émet des factures par acomptes selon l'avancement des projets et sur présentation d'un bilan des prestations effectuées.
- Pour la facturation des prestations non programmable, le titulaire émet une facture à l'admission sans réserve des prestations signée par le CHU de Rouen.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU Rouen Normandie rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- **en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 3)**
- **un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>**

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la dénomination précise des prestations effectuées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations effectuées ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le CHU. Le code service est **DSI** et le numéro SIRET du CHU Rouen Normandie est le 267 601 680 000 15.

12.2 - Conditions de règlement

12.2.1 Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

12.2.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché public lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

12.2.3 Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Madame la Comptable publique du Centre Hospitalier Universitaire de Rouen.

12.2.4 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

12.2.5 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

ARTICLE 13 - PENALITES DE RETARD

13.1 - Pénalités de retard sur la remise des livrables

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, dans le cas où les délais d'exécution, indiqués à l'article 2.2 du présent CCAP, ne sont pas respectés, le Titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard.

Cela s'applique également concernant :

- La remise du tableau partagé (article 2.2.1.5 du CCTP)
- La remise des bilans mensuels détaillés liées aux forfaits d'accompagnement (article 2.2.2 du CCTP)
- La remise des bilans RSE annuels (2.2.3 du CCTP).

Les pénalités de retard sont cumulables.

13.2 - Pénalités de retard dans le cadre des prestations d'accompagnement

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de dépassement imputable au Titulaire des délais contractuels fixés au mémoire technique et précisés en réunion de lancement le Titulaire encourt sans mise en demeure une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard.

Les pénalités de retard sont cumulables. Elles sont plafonnées annuellement à 10% du montant des prestations concernées

13.3 - Pénalités de retard dans le cadre des prestations supplémentaires éventuelles

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, dans le cas où les délais d'exécution, indiqués à l'article 2.2 du présent CCAP, ne sont pas respectés, le Titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard

13.4 - Pénalités liées à l'indisponibilité du site internet (prestation d'hébergement)

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du délai d'indisponibilité fixé à l'article 4.1 du présent Acte d'Engagement, le Titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par heure ouvrée d'indisponibilité. Toute heure commencée est considérée comme entière.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Il est fait application du chapitre 8 du CCAG-TIC.

ARTICLE 15 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHÉ

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont les seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 17 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-TIC, le présent CCAP déroge au CCAG-TIC pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-TIC
Article 4	Article 4.1
Article 6	Article 3.7.1
Article 7.1	Articles 30 à 33
Article 7.3	Article 34
Articles 13.1 et 13.2	Article 14
Articles 13.2 et 13.3	Article 14
Article 13.4	Article 14.2.6